

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE SAINT VIDAL**

Date de convocation : 23/02/2021

Certifié exécutoire compte-tenu  
de sa transmission en Préfecture  
de Haute-Loire

le **18 MARS 2021**

LE MAIRE,  
GROS GERARD



**SEANCE DU 1<sup>er</sup> MARS 2021**

L'an deux mil vingt et un, le 1<sup>er</sup> mars à 20 h 30, le conseil municipal de la commune de Saint Vidal, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur GROS Gérard, Maire de Saint Vidal.

**Étaient présents** : M. BLANCHARD Christophe, Mme BROCC Céline, M. FOURY Franck, Mme FRADET Karine, Mme JOURDE Maryline, M. JOUSSERAND Christian, M. MAGNE Nicolas, M. MASSON Nicolas, Mr PUCHARD Emmanuel, M. RAYNAUD Yannick, M. VEYSSEYRE Jérôme, M. VIALLET Vincent ;

**Ont donné procuration** : Marie-Luce PAGES a donné procuration à Gérard GROS

Marielle BUISSON a donné procuration à Yannick RAYNAUD

**Étaient excusés** :

**Étaient absents** :

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, Monsieur Gérard GROS déclare la séance ouverte.

Sur son invitation, le Conseil Municipal procède à la **désignation d'un secrétaire de séance** :  
**Céline BROCC**

**N° 13/2021**

**PROPOSITION D'INSTAURATION D'UN DROIT DE PREEMPTION PARCELLE CADASTREE SECTION A N° 381 AU BOURG DE SAINT-VIDAL**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que l'article L.211-1 du code de l'urbanisme offre la possibilité aux communes dotées d'une carte communale approuvée, d'instituer un droit de préemption en vue de la réalisation d'équipements ou d'opérations d'aménagement à l'intérieur d'un ou plusieurs périmètres délimités par un plan.

Ce droit de préemption permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation d'opérations d'équipement ou d'aménagement, qu'elle définit précisément, par l'acquisition de biens à l'occasion de mutations.

Monsieur le Maire rappelle à son conseil la délibération n° 50/2019 du 25 novembre 2019 déterminant un périmètre d'étude dans le centre-bourg de Saint-Vidal. C'est dans ce périmètre que se situe le terrain cadastré section A n° 381 d'une superficie de 681 m² sur lequel une bâtisse en ruines présente un réel danger. Monsieur le Maire propose d'étendre le droit de préemption sur cette parcelle située au cœur du village à proximité immédiate du château, de l'auberge et de la nouvelle aire de stationnement aménagée à l'entrée du village, dans le but, après démolition de la ruine, de construire des sanitaires publics, d'aménager une aire de pique-nique et un espace de loisirs, projet à l'état d'étude à définir ultérieurement.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré,

**Le Conseil Municipal,**

- Décide d'instituer le droit de préemption sur le terrain cadastré section A n° 381 tel qu'il figure au plan annexé à la présente. Ce droit de préemption sera exercé pour l'aménagement d'un espace public à définir (sanitaires publics, aire de pique-nique, espace de loisirs).
- Donne délégation au Maire pour mener à bien cette opération,
- Précise que le droit de préemption entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une insertion dans deux journaux.

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise à :

- Monsieur le Préfet
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires (SATURN)
- Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Haute-Loire (17, rue des Moulins - BP 351 - 43012 Le Puy-en-Velay Cedex)

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT  
DE  
HAUTE-LOIRE

AR PREFECTURE

043-214302291-20210301-13\_2021-DE  
Reçu le 18/03/2021

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE SAINT VIDAL**

- Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat (60, boulevard Latour Maubourg - 75007 Paris)
- Chambre constituée près du Tribunal de Grande Instance (place du Breuil - CS 90335 - 43011 Le Puy-en-Velay Cedex)
- Greffe du même Tribunal

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L 213-13 du code de l'urbanisme.

**Vote**

Nombre de présents : 13

Nombre d'exprimés : 15

Délibération :

☞ Adoptée

- A l'unanimité



This is a detailed cadastral map of a village in France. The map shows numerous property parcels, many of which are shaded in orange to indicate built-up areas or specific land use. A single parcel, located near the center of the map, is highlighted in blue and outlined with a thick black border. This highlighted parcel is situated between a road labeled 'Rue de' and a larger building complex labeled 'Chateau'. To the right of the 'Chateau' is a building labeled 'Eglise' (Church). The map also shows a river or stream flowing along the bottom edge, and several roads including 'Rue de', 'Rue de', and 'Rue de'. A scale bar in the bottom right corner indicates a distance of 20 meters, and a north arrow is located in the top left corner. Various numerical labels are scattered throughout the map, likely representing parcel numbers or coordinates.



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE SAINT VIDAL**

Date de convocation : 15/02/2019

Certifié exécutoire compte-tenu  
de sa transmission en Préfecture  
de Haute-Loire  
le \_\_\_\_\_

LE MAIRE,  
GROS GERARD

**SEANCE DU 22 FEVRIER 2019**

L'an deux mil-dix-neuf, le 22 février à 20 h 30, le conseil municipal de la commune de Saint Vidal, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur G R O Gérard, Maire de Saint Vidal.

**Étaient présents** : Mme Christiane BEAUZAC, M. Yannick BLEU, Mme Patricia BOUILHOL, Mme Marielle BUISSON, M. Franck FOURY, Mme Gaëlle GOLIARD, M. Christian JOUSSERAND, M. Nicolas MASSON, Mme Marie-Luce PAGES, , M. Jérôme VEYSSEYRE, M. Vincent VIALLET, M. Jean-Marc VIDAL

**Ont donné procuration** : Mr TALON a donné procuration à Mr FOURY  
Mme PAILHES a donné procuration à Mme BEAUZAC

**Étaient excusés** : / / / /

**Étaient absents** : / / / /

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, Monsieur Gérard GROS déclare la séance ouverte.

Sur son invitation, le Conseil Municipal procède à la **désignation d'un secrétaire de séance** :  
**Mme BUISSON**

**N° 08/2019**

**PROPOSITION D'INSTAURATION D'UN DROIT DE PREEMPTION SUR UN TERRAIN AUNBOURG DE SAINT-VIDAL**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que l'article L.211-1 du code de l'urbanisme offre la possibilité aux communes dotées d'une carte communale approuvée, d'instituer un droit de préemption en vue de la réalisation d'équipements ou d'opérations d'aménagement à l'intérieur de un ou plusieurs périmètres délimités par un plan.

Ce droit de préemption permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation d'opérations d'équipement ou d'aménagement, qu'elle définit précisément, par l'acquisition de biens à l'occasion de mutations.

À ce jour, il existe sur la commune de Saint-Vidal, quatre secteurs où le conseil municipal a instauré un droit de préemption (confer. délibérations des 13/09/2007, 15/05/2009, 31/07/2009 et 19/10/2016)

Monsieur le Maire propose à son conseil d'étendre ce droit de préemption sur un terrain cadastré section A n° 997, d'une superficie de 68 m<sup>2</sup>, situé sur la place communale de Saint-Vidal, attenant à l'auberge et son accès aux personnes à mobilité réduite.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré,

**Le Conseil Municipal,**

- Décide d'instituer le droit de préemption sur ce terrain tel qu'il figure au plan annexé à la présente. Ce droit de préemption sera exercé pour constituer une réserve foncière en vue d'une régularisation cadastrale de la place du château et accès handicapé à l'auberge.
- Donne délégation au Maire pour mener à bien ces opérations,
- Précise que le droit de préemption entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une insertion dans deux journaux.

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise :

- à Monsieur le Préfet
- à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires (SATURN)
- à Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Haute-Loire (17, rue des Moulins - BP 351 - 43012 Le Puy-en-Velay Cedex)
- à Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat (60, boulevard Latour Maubourg - 75007 Paris)

. . . / . . .

REPUBLIQUE FRANCAISE

AR PREFECTURE

043-214302291-20190222-08\_2019-DE  
Reçu le 27/02/2019

DEPARTEMENT  
DE  
HAUTE-LOIRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE SAINT VIDAL**

- à la Chambre constituée près du Tribunal de Grande Instance (place du Breuil - CS 90335 - 43011 Le Puy-en-Velay Cedex)
- au Greffe du même Tribunal

U n registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L 213-13 du code de l'urbanisme.

Vote

Nombre de présents : 13

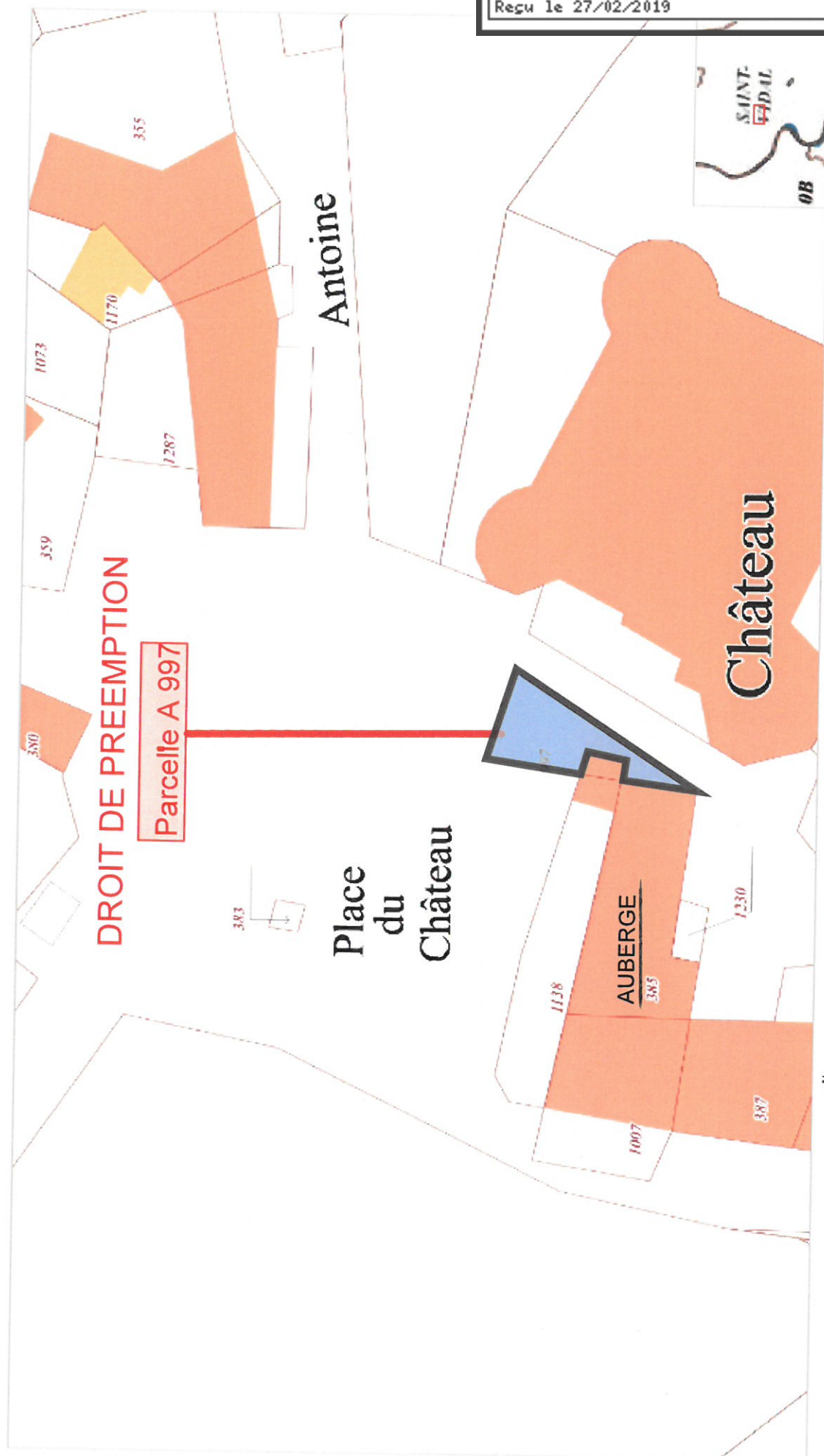
Nombre d'exprimés: 15

Délibération :

☞ Adoptée :

- A l'unanimité





Source :

# Extrait du plan cadastral informatisé

Données foncières valides au 01/01/2018  
Données cartographiques valides au 01/07/2018  
Document créé le 26 février 2019

Fond de plan origine DGFiP - Reproduction interdite

Les informations contenues dans ce document sont réservées à l'usage personnel du demandeur (art L107 B du livre des procédures fiscales). Vous ne pouvez pas communiquer d'informations à caractère personnel à des tiers sans accord express des personnes concernées par ces données (chap II art 13 loi Informatique et Libertés de 1978 modifiée 2004). Les informations contenues dans ce document sont les plus à jour dans la mesure des capacités des responsables du logiciel à les maintenir à jour.

## SAINT-VIDAL

Parcelle cadastrale 20184302290000A0997

LE BOURG

section parcelle code de la voie  
A 997 B081

contenance DGFiP  
68

AR PREFECTURE

043-214302291-20190222-08\_2019-DE  
Reçu le 27/02/2019

Un service de la CA du Puy-en-Velay





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE SAINT VIDAL**

Date de convocation : 12/10/2016
Nombre de conseillers en exercice : 15
Certifié exécutoire compte-tenu de sa transmission en Préfecture de Haute-Loire le - 4 NOV. 2016
LE MAIRE, GROS GERARD



**SEANCE DU 19 OCTOBRE 2016**

L'an deux mil seize, le 19 octobre à 20 h 30, le conseil municipal de la commune de Saint Vidal, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur GROS Gérard, Maire de Saint Vidal.

**Étaient présents** : Mme Christiane BEAUZAC, M. Yannick BLEU, Mme Patricia BOUILHOL, Mme Marielle BUISSON, M. Franck FOURY, M. Nicolas MASSON, M. Louis TALON, M. Jérôme VEYSSEYRE, M. Vincent VIALLET, M. Jean-Marc VIDAL

**Ont donné procuration** : Mme Hélène PAILHES a donné procuration à Christiane BEAUZAC; Mr Christian JOUSSERAND a donné procuration à M. Gérard GROS

**Étaient excusés** : Mmes Gaëlle GOLIARD et Marie-Luce PAGES

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, Monsieur Gérard GROS déclare la séance ouverte.

Sur son invitation, le Conseil Municipal procède à la **désignation d'un secrétaire de séance** : **Mr Franck FOURY**

**N° 40/2016**

**PROPOSITION DE CREATION D'UN DROIT DE PREEMPTION SUR UN SECTEUR DU BOURG DE SAINT-VIDAL**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que l'article L.211-1 du code de l'urbanisme offre la possibilité aux communes dotées d'une carte communale approuvée, d'instituer un droit de préemption en vue de la réalisation d'équipements ou d'opérations d'aménagement à l'intérieur de un ou plusieurs périmètres délimités par un plan.

Ce droit de préemption permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation d'opérations d'équipement ou d'aménagement, qu'elle définit précisément, par l'acquisition de biens à l'occasion de mutations.

À ce jour, il existe sur la commune de Saint-Vidal, trois secteurs où le conseil municipal a instauré un droit de préemption (confer. délibérations des 13/09/2007, 15/05/2009 et 31/07/2009)

Monsieur le Maire propose à son conseil d'étendre ce droit de préemption sur un nouveau périmètre au Bourg de Saint-Vidal, destiné à un futur projet d'aménagement urbain lié à un projet de développement touristique et de loisirs.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré,

**Le Conseil Municipal.**

- Décide d'instituer le droit de préemption sur le secteur suivant et tel qu'il figure au plan annexé à la présente. Ce droit de préemption sera exercé pour constituer une réserve foncière en vue du projet d'aménagement urbain lié à un projet de développement touristique et de loisirs au bourg de Saint-Vidal.
- Donne délégation au Maire pour mener à bien ces opérations,
- Précise que le droit de préemption entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une insertion dans deux journaux.

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise :

- à Monsieur le Préfet
- à Monsieur le Directeur Départemental des Territoires (SATURN)
- à Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Haute-Loire (17, rue des Moulins - BP 351 - 43012 Le Puy-en-Velay Cedex)
- à Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat (60, boulevard Latour Maubourg - 75007 Paris)

... / ...

REPUBLIQUE FRANCAISE

AR PREFECTURE

043-214302291-20161019-40\_2016-DE  
Regu le 04/11/2016

DEPARTEMENT  
DE  
HAUTE-LOIRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE SAINT VIDAL**

- à la Chambre constituée près du Tribunal de Grande Instance (place du Breuil - CS 90335 - 43011 Le Puy-en-Velay Cedex)
- au Greffe du même Tribunal

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L 213-13 du code de l'urbanisme.

Vote

Nombre de présents : 11

Nombre d'exprimés : 13

Délibération :

☞ Adoptée :

- A l'unanimité

AR PREFECTURE

043-214302291-20161019-40\_2016-DE  
Reçu le 04/11/2016

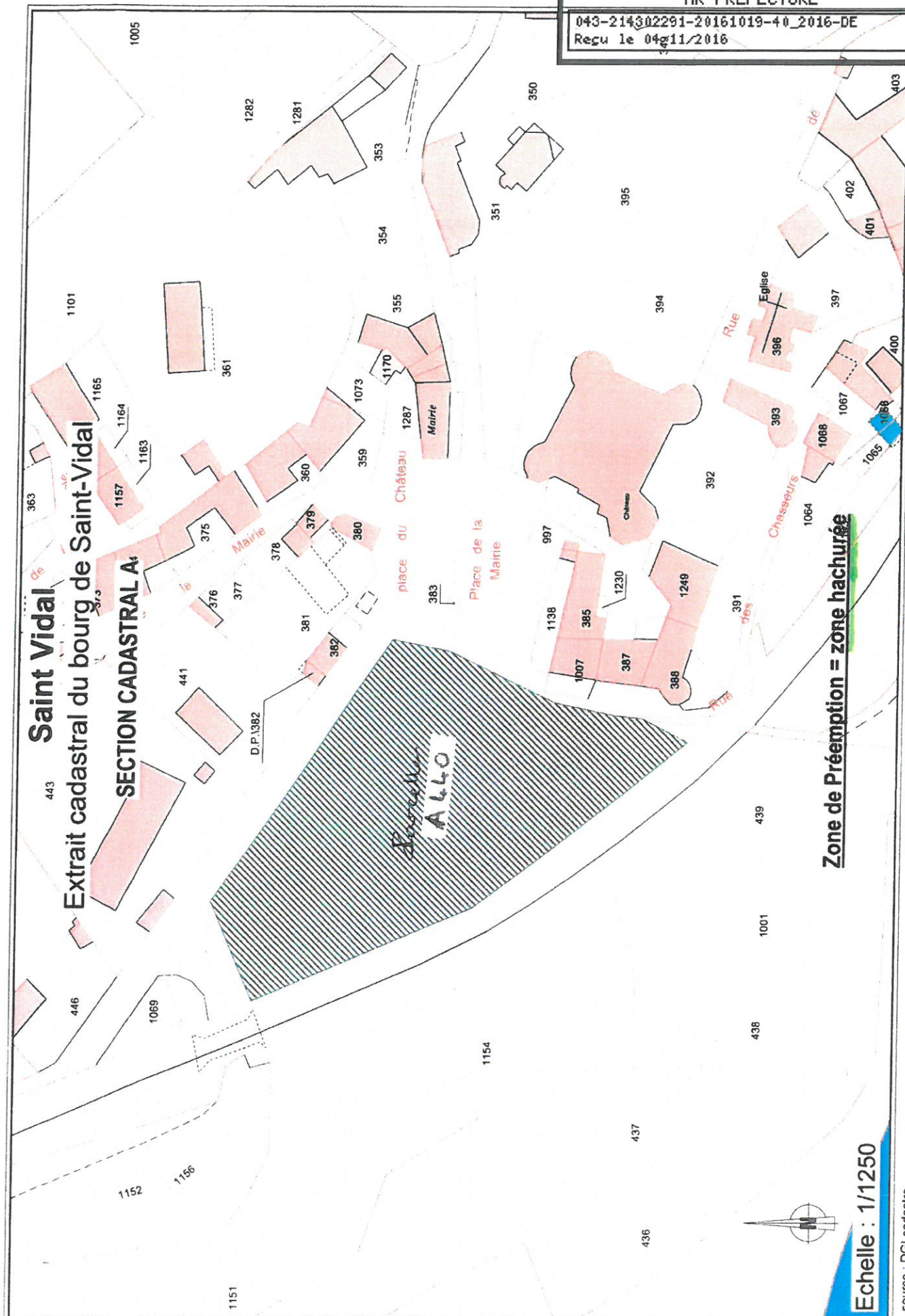
**Saint Vidal**  
Extrait cadastral du bourg de Saint-Vidal

**SECTION CADASTRAL A**

**Zone de Préemption = zone hachurée**

**Echelle : 1/1250**

source : DGI-cadastre





--	--

Nombre de membres		
Afférents au conseil municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
11	11	10
Date de convocation 24.07.2009 Date d'affichage 24.07.2009		

L'an deux mil neuf, le 31 juillet à 20 h 30, le conseil municipal de la commune de Saint Vidal, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur GROS Gérard, Maire de Saint Vidal.

**Présents** : Mmes BEAUZAC, VIALLET et PAILHES, Mrs BLEU, CHABANON, JOUSSERAND, TALON, VEYSSEYRE, VIDAL

**Excusés** : Mr JACOB

Madame PAILHES Hélène a été élue secrétaire de séance

Monsieur le Maire rappelle à son conseil municipal que la loi «urbanisme et habitat» du 2 juillet 2003 (article 41) permet d'instituer un droit de préemption sur des parties du territoire d'une commune dotée d'une carte communale pour permettre à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement. Le bénéficiaire de ce droit étant la Commune, droit lui permettant d'acquérir par priorité les biens faisant l'objet de mutations dans ces secteurs.

Par délibérations des 13 septembre 2007 et 15 mai 2009, le conseil municipal a déjà instauré un droit préemption sur trois secteurs de la commune.

Monsieur le Maire propose à son conseil d'étendre droit de préemption sur un nouveau périmètre destiné à l'implantation d'une activité commerciale.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré,

- Décide d'instituer le droit de préemption sur le périmètre mentionné sur le plan annexé à la présente et regroupant les parcelles cadastrées suivantes :

• *Saint Vidal – Le bourg : Section A n° 385 – 1007 – 1138 et 1230*

- Ce droit de préemption sera exercé pour la création d'une activité commerciale

Donne délégation au Maire pour mener à bien ces opérations,

Précise que le droit de préemption entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une insertion dans deux journaux

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise :

- à Monsieur le Préfet
- à Monsieur le directeur départemental des services fiscaux
- à Monsieur le président du conseil supérieur du notariat
- à la chambre constituée près du tribunal de grande instance
- au greffe du même tribunal

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L 213-13 du code de l'urbanisme.

Pour copie conforme.

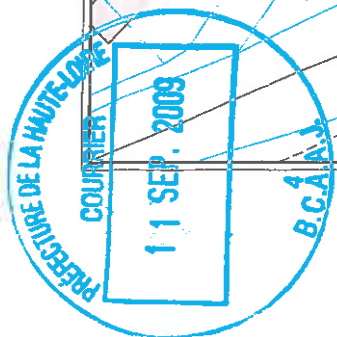
Au registre sont les signatures.

Le Maire,  
GROS G.



Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture

et publication ou notification



# Saint Vidal

Extrait cadastral - Le bourg de st Vidal

SAINT-VIDAL

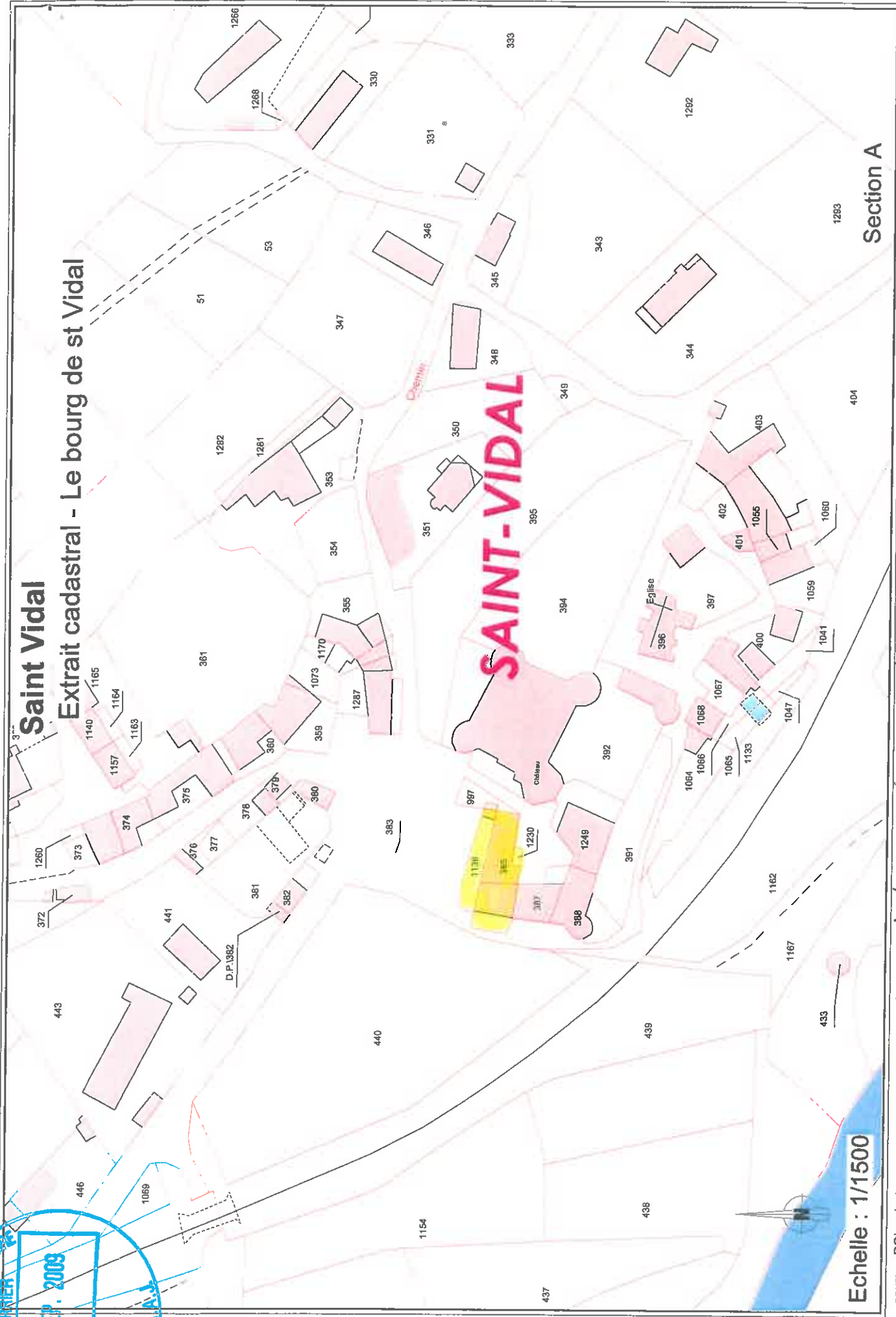
Echelle : 1/1500

source : DGI-cadastre

*Délimitation de Le Bourg de Préphen*

Ce document ne constitue pas de preuve de la propriété de biens

Section A



DEPARTEMENT	DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE SAINT VIDAL
-------------	--

Nombre de membres		
Afférents au conseil municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
11	11	10
Date de convocation 07.05.2009  Date d'affichage 07.05.2009		

<u>SEANCE DU 15 MAI 2009</u>
L'an deux mil neuf, le 15 mai à 20 h 30, le conseil municipal de la commune de Saint Vidal, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur GROS Gérard, Maire de Saint Vidal.
<u>Présents</u> : Mmes BEAUZAC PAILHES, Mrs BLEU, CHABANON, JACOB, JOUSSERAND, TALON, VEYSSEYRE, VIDAL
<u>Excusés</u> : Mme VIALLET

## **DROIT DE PREEMPTION SUR LES TERRAINS CLASSES EN ZONE U.I. DE LA CARTE COMMUNALE et TRANSFERT DE L'EXERCICE DE CE DROIT A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PUY-EN-VELAY**

Par délibération du conseil municipal du 13 septembre 2007, avait été instauré un droit de préemption sur 2 terrains privés situés sur le territoire communal.

Aujourd'hui, Monsieur le Maire propose à son conseil :

- D'étendre ce droit de préemption sur l'ensemble des parcelles situées en zone U.I. de la carte communale afin de maîtriser le développement d'entreprises locales et constituer une réserve foncière à vocation économique,
- De transférer l'exercice du droit de préemption urbain sur l'ensemble des parcelles situées en zone U.I. de la carte communale à la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay, seul établissement compétent en matière d'aménagement et de développement économique.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

- Décide d'élargir son droit de préemption sur les secteurs situés en zone U.I. (secteurs réservés à l'implantation d'activités) de la carte communale tels que mentionnés sur le plan annexé à la présente,
- Précise que le droit de préemption sur ces zones entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une insertion dans deux journaux.
- Transfère à la Communauté d'Agglomération l'exercice du droit de préemption urbain en vertu des articles 211-1 et 211-2 du Code de l'Urbanisme sur l'ensemble des parcelles situées en zone U.I. de la carte communale
- Donne délégation au Maire pour mener à bien ces opérations
- Autorise Monsieur le Maire à passer tous les actes afférents

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise :

- à Monsieur le Préfet
- Monsieur le Directeur départemental des services fiscaux
- Monsieur le Président du conseil supérieur du notariat
- Au barreau constitué près du tribunal de grande instance
- Au greffe du même tribunal.

Il est rappelé qu'un registre est ouvert en mairie sur lequel sont transcrits toutes les acquisitions réalisées par

droit de préemption entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une insertion dans deux journaux.

Au registre sont les signatures.

Le Maire,  
GROS G.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture





à dé  
gérer  
82000

# Saint Vidal

Extrait cadastral

SECTION A n° 706 1145 - 1148 - 1253 - 1255

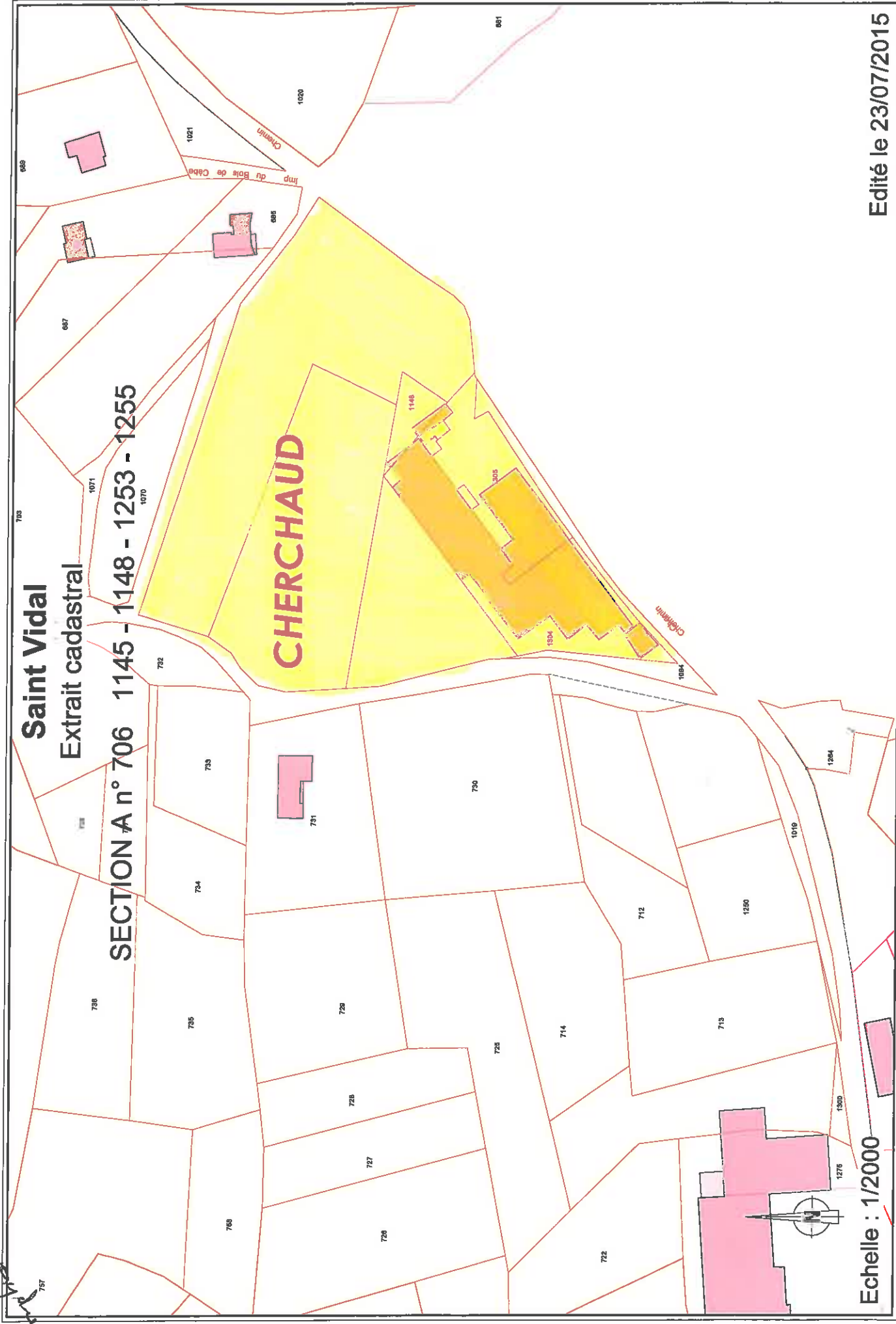
CHERCHAUD

Echelle : 1/2000

Edité le 23/07/2015

source : DGI-cadastre

Ce document ne constitue pas de preuve de la propriété de biens



--	--	--

Nombre de membres			SEANCE DU 13 SEPTEMBRE 2007
Afférents au conseil municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération	
11	11	11	<p>L'an deux mil sept, le 13 septembre à 20 h 30, le conseil municipal de la commune de Saint Vidal, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur GROS Gérard, Maire de Saint Vidal.</p> <p><u>Etaient présents</u> : TALON – CHABANON – JACOB – VEYSSEYRE – VIALLET – BEAUZAC – MATHIEU – BLEU - JOUSSERAND – VIALLE</p> <p><u>Etaient absents</u> :</p> <p><u>Secrétaire élu</u> :</p>

## CREATION D'UN DROIT DE PREEMPTION SUR DES SECTEURS DE LA COMMUNE

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que la loi « urbanisme et habitat » (article 41) du 2 juillet 2003 permet un droit de préemption sur des parties du territoire communal délimitées par la carte pour permettre à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement.

Le bénéficiaire de ce droit sera la commune, qui permettra d'acquérir par priorité les biens faisant l'objet de mutations dans ces secteurs.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé de M. le Maire, après en avoir délibéré,

- Décide d'instituer le droit de préemption sur les secteurs suivants :
  - Grazac : lieu-dit Grazac Parcelle cadastrale B 1331
  - Locussol : lieu-dit Fouliol Parcelle cadastrale A 177
 et tels qu'ils figurent au plan annexé à la présente. Ce droit de préemption sera exercé pour réaliser des équipements communaux. L'existence de bâtiments artisanaux sur ces secteurs exige une attention particulière dans ces zones résidentielles.
- Donne délégation au Maire pour mener à bien ces opérations,
- Précise que le droit de préemption entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une insertion dans deux journaux.

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise

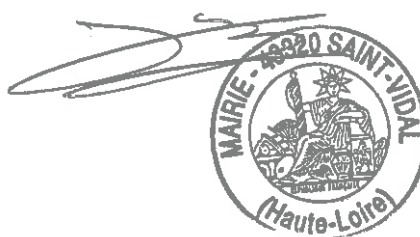
- à Monsieur le Préfet
- Monsieur le Directeur départemental des services fiscaux
- Monsieur le Président du conseil supérieur du notariat
- Au barreau constituée près du tribunal de grande instance
- Au greffe du même tribunal.

registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à

Pour copie conforme.

Au registre sont les signatures.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture



# Saint Vidal

Extrait de plan

GRAT



Echelle : 1/2000



**Saint Vidal**  
Extrait de plan

LOCUSOL

Echelle : 1/2000

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE  
COURRIER  
25 OCT. 2007  
B.C.A.A.J.

